

## Recensement de la population 1999

# 12,2 millions d'actives et 14,3 millions d'actifs

Ludovic Bourlès, section Synthèse et conjoncture de l'emploi  
et Jean-Pierre Courson, division Recensements de la population, Insee

L'activité féminine continue de progresser mais à un rythme ralenti, portant le nombre d'actifs à son plus haut niveau : 26,5 millions en 1999 contre 25,3 millions en 1990. Une quinzaine de grandes villes affiche d'ailleurs un nombre d'actives quasiment égal à celui des actifs. Plus féminisée qu'en 1990, la population active est aussi plus âgée : les 40 - 54 ans constituent désormais 40,6% de la population active contre un tiers en 1990. Les formes particulières d'emplois (CDD, intérim, stages aidés...) progressent nettement (+ 62%) notamment l'intérim.

En 1999, le nombre d'actifs résidant en France métropolitaine s'élève à 26,5 millions (soit 1 actif pour 1,20 inactif). Cet effectif comprend un peu plus de 23 millions de personnes exerçant une activité professionnelle (actifs occupés), 3,4 millions de personnes se déclarant chômeurs et cherchant un emploi et 85 000 militaires du contingent (tableau 1). Il convient cependant de préciser que le concept d'activité du recensement n'est pas le même que celui utilisé dans d'autres sources. En particulier, le recensement mesure le chômage de façon

plus extensive que ne le fait l'enquête emploi (voir « Pour comprendre ces résultats »).

Entre 1990 et 1999, le nombre d'actifs progresse de 1,3 million. Cette progression, moins forte que durant les précédentes périodes intercensitaires, confirme le ralentissement observé à la fin des années quatre-vingt.

Au cours des années quatre-vingt-dix, comme pendant la décennie précédente, le nombre d'hommes actifs ne varie pratiquement plus et celui des actives continue sa progression (+ 1,1 million). Au total, sur ces neuf années, la population active a augmenté de 0,5% par an (contre 0,8% entre 1982 et 1990), l'emploi de 0,4% (0,5%) et le chômage de 2,2% l'an (3,6%).

Signalons le très fort recul du nombre de militaires du contingent, classés dans la population active (-145 000 entre 1990 et 1999), en liaison avec la suppression progressive du service national depuis 1997.

De 1990 à 1999, l'accroissement annuel du nombre d'actifs (+140 000) tient à deux facteurs : la croissance de la population en âge de travailler (+126 000 par an) et les modifications des comportements vis-à-vis du marché du travail (+14 000 par an).

Sur la période, l'effet du deuxième facteur est très faible car il résulte de deux mouvements qui se compensent presque : d'un côté, l'activité diminue aux âges jeunes (-60 000 par an avant 25 ans) et élevés (-22 000 par an après 60 ans), de l'autre l'activité féminine se développe aux âges intermédiaires (soit par an, +105 000 actives de 25 à 59 ans).

## 1 Évolution de la population active de 1962 à 1999

En milliers

	1962	1968	1975 <sup>2</sup>	1982	1990	1999
Population active <sup>1</sup>	19 830	20 640	22 042	23 805	25 287	26 542
Actifs occupés	19 055	19 962	20 944	21 472	22 270	23 055
Militaires du contingent	579	242	267	254	232	85
Chômeurs <sup>3</sup>	196	436	831	2 079	2 785	3 402

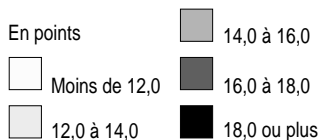
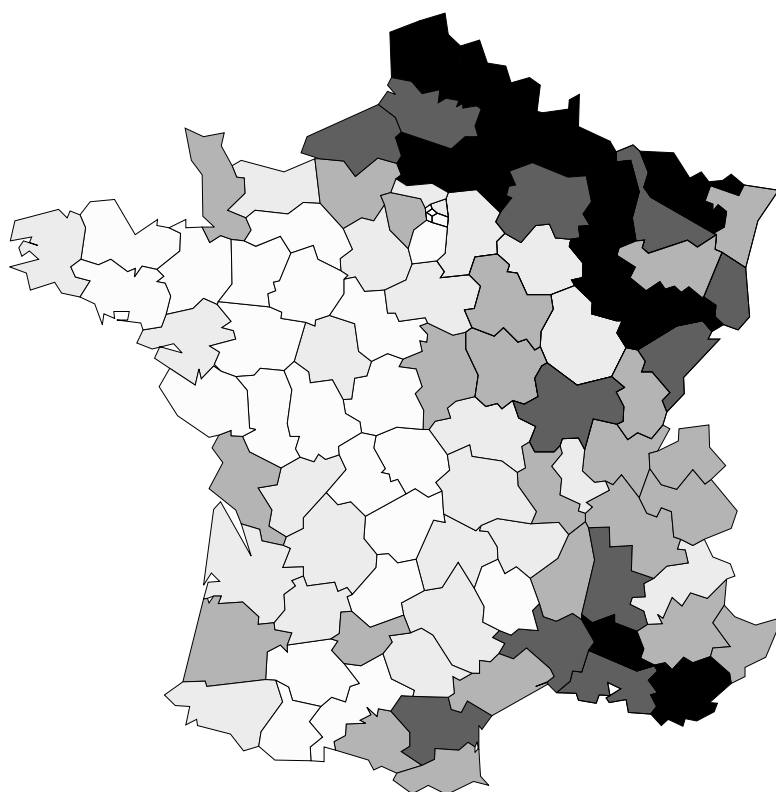
1. Y compris militaires du contingent.

2. Par convention, les personnes de 15 et 16 ans n'étaient pas classées comme actives en 1975.

3. Au sens du recensement (cf. Pour comprendre ces résultats).

Source : Recensements de la population, Insee

① Différence de taux d'activité hommes-femmes de 30 à 49 ans



Source : Recensement de la population 1999, Insee

**Comportements d'activité :  
certaines tendances  
s'infléchissent**

Le recensement de la population de 1999 confirme la plupart des tendances de l'évolution des taux d'activité par âge au cours des trente dernières années. Le fait majeur demeure la progression

persistante de l'activité féminine. Les taux de 1999 dépassent ceux de 1990 pour les femmes à chaque âge entre 26 et 58 ans. Cette évolution s'inscrit dans un mouvement continu dont l'origine remonte aux années soixante.

Par contre, pour les hommes approchant l'âge de la retraite, la tendance à la baisse du taux d'activité est enrayée (tableau 2). Pour les 55-59 ans, ce taux

avait baissé régulièrement entre 1975 et 1990, passant de 82% à 70% ; il est resté stable au cours de la décennie suivante. Cette stabilisation, constatée également dans l'enquête emploi, est à relier aux efforts de régulation de l'accès à la préretraite, et pourrait aussi traduire les premiers effets de la réforme du régime général décidée en 1993.

Pour les femmes, la hausse de l'activité est la plus importante pour celles nées après-guerre (hausse de 12 points pour les 50-54 ans) et pour elles, la différence hommes-femmes tombe de 28 à 17 points. L'arrivée dans cette tranche d'âge de femmes plus nombreuses et plus souvent actives correspond à la montée de l'activité féminine au fil des générations (graphique).

Entre 1990 et 1999, le niveau de l'activité baisse aux âges de l'entrée dans la vie active, jusqu'à 28 ans chez les hommes et jusqu'à 25 ans chez les femmes. Mais, à travers l'enquête emploi, cette diminution s'est faite au début des années 90 et n'est plus observée en fin de décennie.

Pour la première fois en 1999, les personnes inscrites dans un établissement d'enseignement peuvent être isolées ; le taux de scolarité s'établit à 94,5% pour les 15-19 ans et à 50% pour la tranche d'âge des 20-24 ans. Dans cette tranche d'âge, 13% des personnes inscrites dans un établissement d'enseignement déclarent aussi occuper un emploi.

**Autant d'actives que d'actifs  
dans certaines communes**

La population active métropolitaine compte 85 femmes pour 100 hommes. Ce chiffre s'élevait à 79 femmes pour

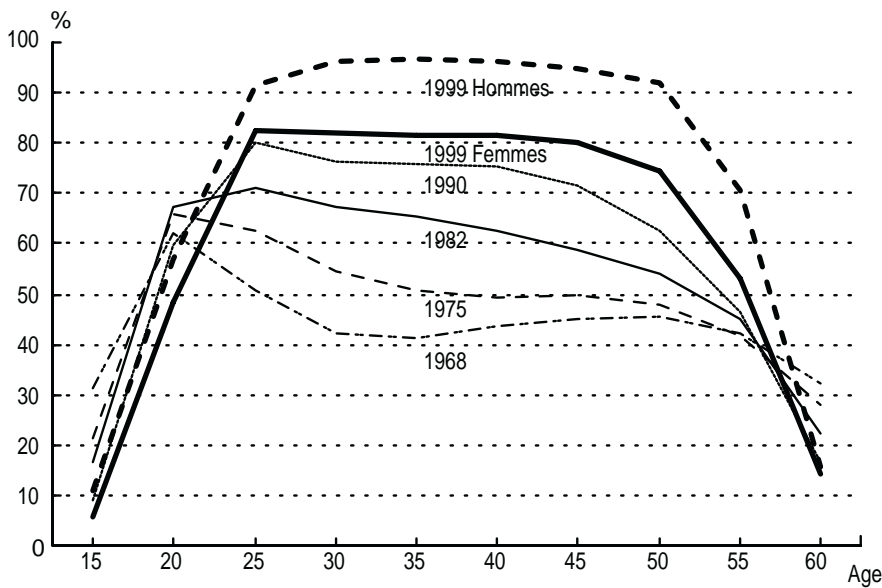
② Taux d'activité<sup>1</sup> par âge de 1968 à 1999

	Hommes					Femmes					En %
	1968	1975	1982	1990	1999	1968	1975	1982	1990	1999	
15-19 ans	42,8	27,6	23,8	14,4	10,9	31,3	21,2	16,7	9,0	5,5	
20-24 ans	82,6	81,5	79,1	67,4	56,9	62,3	66,0	67,1	59,8	48,3	
25-29 ans	95,1	94,9	93,3	93,5	91,4	50,7	62,7	71,1	80,2	82,3	
30-34 ans	97,2	97,2	96,4	96,8	96,2	42,2	54,6	67,1	76,3	81,8	
35-39 ans	97,2	97,3	96,8	97,2	96,7	41,2	50,6	65,4	75,6	81,6	
40-44 ans	96,6	96,8	96,2	97,1	96,1	43,7	49,4	62,4	75,5	81,7	
45-49 ans	95,5	95,4	94,9	95,9	95,0	45,1	49,9	58,7	71,5	80,2	
50-54 ans	91,5	92,2	90,8	91,0	91,9	45,3	48,1	54,0	62,7	74,6	
55-59 ans	82,5	81,8	76,8	69,7	70,7	42,3	41,9	44,9	46,3	53,2	
60-64 ans	65,7	54,3	39,1	21,4	15,5	32,3	27,8	22,5	16,7	14,2	

1. Le taux d'activité rapporte la population active (actifs ayant un emploi, militaires du contingent et chômeurs) à la population totale du même âge.

Source : Recensements de la population, Insee

### Taux d'activité des hommes en 1999 et des femmes depuis 1968



Source : Recensements de la population, Insee

cent hommes en 1990. En 1999, 97 Parisiennes sont actives pour 100 Parisiens. Suivent les départements des Hauts-de-Seine (94 pour 100) et du Val-de-Marne (93), puis de la Haute-Vienne (91), des Alpes-Maritimes et de la Gironde (90).

La capitale est dépassée dans ce domaine par 14 des 104 communes de plus de 50 000 habitants. Deux d'entre elles, Mérignac et Poitiers, comptent autant d'actives que d'actifs, situation inconnue dans les recensements précédents. Suivent Besançon, Caen, Créteil, Limoges, Montpellier et Niort (99 pour 100) puis Angers, Fontenay-sous-Bois, Levallois-Perret, Pau, Quimper, Tours (98 pour 100). D'autres grandes villes comme Calais, Roubaix, La Seyne-sur-Mer (79 pour 100), Mulhouse et Belfort (78 pour 100) situées en bas de ce classement rejoignent le niveau moyen des communes rurales.

L'écart de taux d'activité entre les hommes et les femmes mesuré au précédent recensement était de 22 points entre 30 et 49 ans. Au cours de la décennie 90, cet écart s'est encore réduit pour atteindre 15 points pour la même tranche d'âge.

Les départements qui présentent les plus faibles différences de taux d'activité entre hommes et femmes de 30 à 49 ans, outre Paris, l'Essonne et le sud de la petite couronne, forment un arc qui va des Côtes-d'Armor à la Haute-Garonne, en passant par la Mayenne, le Loir-et-Cher et le Limousin. Dans les départements de la façade Atlantique, les différences restent inférieures à la moyenne.

C'est dans la moitié est du territoire, et surtout dans le nord-est et aux abords de la Méditerranée, que se trouvent les départements où le taux d'activité féminine est le plus en retrait par rapport à

celui des hommes (carte 1). L'activité féminine est particulièrement faible dans les zones où le chômage est le plus élevé.

### De nombreuses créations d'emplois salariés

L'emploi total a progressé de 3% par an entre 1990 et 1999, ce qui correspond à 75 000 créations annuelles nettes d'emplois contre 110 000 entre 1982 et 1990 (tableau 3).

L'emploi non salarié a continué de diminuer au cours des années quatre-vingt-dix ; pour s'établir à 2,86 millions. En particulier, le nombre d'aides familiaux diminue fortement : 269 000 en 1999 après 596 000 en 1990, ce mouvement pouvant s'expliquer en premier lieu par la salarisation de certains aides familiaux et également par le recul de l'emploi agricole. Le phénomène de basculement du non-salariat vers le salariat se poursuit. Ainsi, le taux de salariat s'établit à 87,6% contre 85,6% en 1990. Cette progression est régulière depuis 1975.

Au sein de l'emploi salarié, l'apprentissage progresse fortement (+50%) mais reste faible en France (300 000 apprentis soit moins de 1,3% de l'emploi total). Les autres formes particulières d'emplois (titulaires de contrats à durée déterminée, intérimaires, stagiaires, emplois jeunes...) progressent fortement pour représenter 12,1% de l'emploi total après 7,7% en 1990. En particulier, le nombre d'intérimaires et celui des titulaires de contrats à durée déterminée augmentent vivement (+83% et +67% sur la période). Les données de l'enquête emploi montrent que cette augmentation est particulièrement marquée sur les dernières années, en liaison avec la reprise de l'emploi.

### 3 Statut de la population active occupée

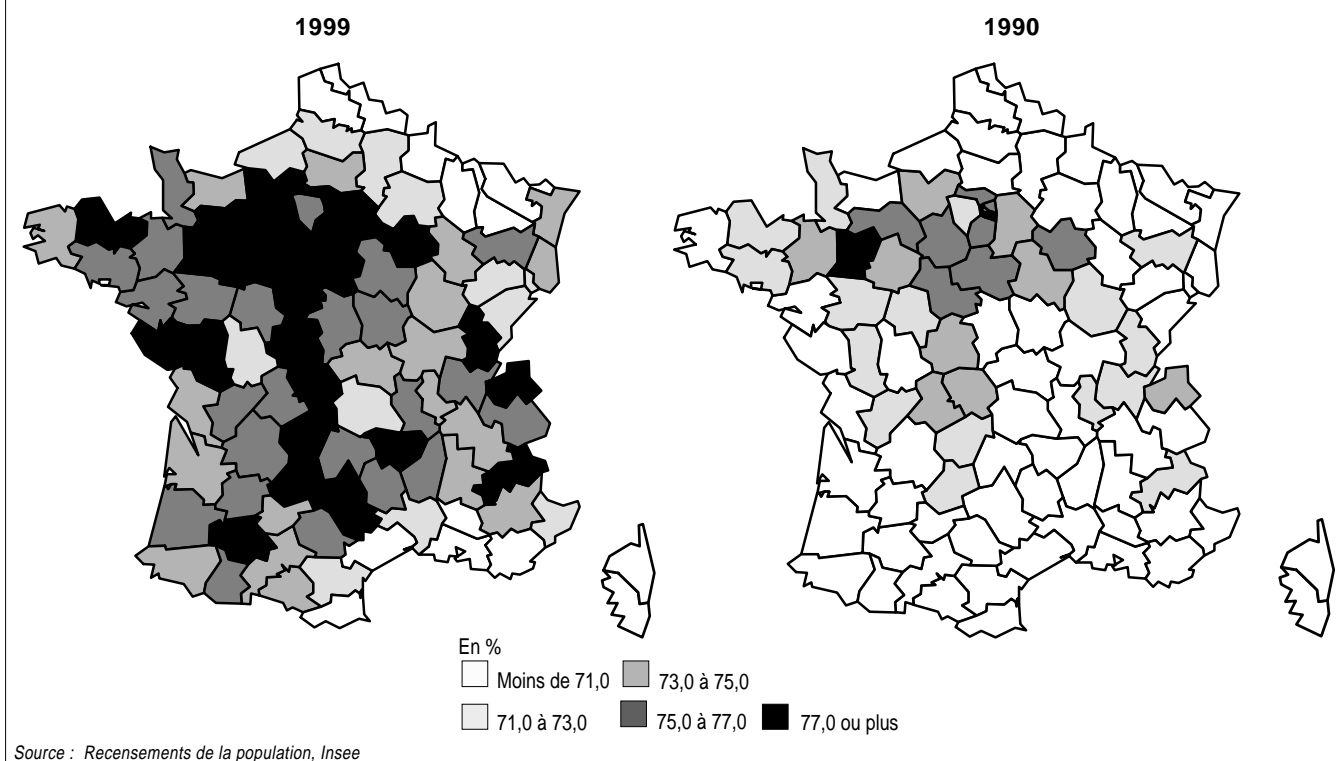
En milliers

	1990				1999			
	Ensemble	%	Hommes	Femmes	Ensemble	%	Hommes	Femmes
Ensemble	22 270	100,0	12 834	9 436	23 055	100,0	12 708	10 347
Non salariés	3 217	14,4	2 122	1 095	2 861	12,4	1 918	943
Salariés	19 053	85,6	10 712	8 341	20 194	87,6	10 790	9 404
dont								
apprentis sous contrat	209	0,9	145	64	302	1,3	206	96
formes particulières d'emplois <sup>1</sup>	1 719	7,7	880	839	2 794	12,1	1 343	1 451

1. Titulaires de contrats à durée déterminée (CDD), intérimaires, stagiaires rémunérés, emplois-jeunes... en 1999 et catégories équivalentes en 1990.

Source : Recensements de la population, Insee

## Taux d'activité des femmes de 20 à 59 ans



## Légère diminution de la population active étrangère

Le nombre d'actifs étrangers recensés a légèrement diminué de 1990 à 1999 (-2,0%). Ceci est dû à un double mouvement : le nombre des hommes actifs régresse, tandis que celui des femmes actives augmente. La dissymétrie hommes - femmes au sein de la population active étrangère est toujours forte mais elle se réduit.

Le taux de chômage des étrangers est double de celui des Français. La différence entre le taux de chômage des étrangers de l'Union Européenne et celui des étrangers de pays non membres de l'Union Européenne est très forte : le taux de chômage est trois fois plus élevé pour les seconds.

## Pour comprendre ces résultats

Les principales définitions utilisées sont fournies en notes de bas de tableau. La définition retenue pour la mesure du chômage appelle cependant des commentaires plus détaillés. Dans le recensement, cette mesure inclut toutes les personnes qui se sont déclarées « chômeurs », sauf si elles ont déclaré explicitement par ailleurs ne pas rechercher du travail. Dans l'enquête emploi, les questions sont plus fouillées, de manière à appliquer les critères du Bureau International du Travail : est considéré comme chômeur toute personne sans emploi, disponible pour en exercer un et ayant fait un acte effectif de recherche d'emploi au cours du mois précédant l'enquête. L'écart entre les deux sources tient

aussi au fait que l'enquête emploi ne couvre que les ménages ordinaires, et ne concerne pas les populations des communautés telles que les foyers de travailleurs. Le concept de chômage retenu dans le recensement est plus extensif que celui utilisé dans l'enquête emploi. En définitive, 3 402 000 chômeurs ont été recensés, alors que les estimations effectuées à partir de l'enquête emploi donnaient un chiffre de 3 060 000, soit 340 000 de moins. Le même phénomène s'était produit en 1990, puisqu'il y avait 2 785 000 chômeurs selon le recensement et 2 240 000 selon l'enquête emploi. Aux différences de concept et de champ, s'ajoute celle du mode de collecte : au recensement, la population remplit elle-même son questionnaire alors que l'enquête emploi est réalisée par un enquêteur.

INSEE PREMIERE figure dès sa parution sur le site Internet de l'Insee : [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

## BULLETIN D'ABONNEMENT A INSEE PREMIERE

A RETOURNER A : INSEE-CNGP, B.P. 2718, 80027 AMIENS CEDEX 01

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIERE - Tarif 2000

1 an, 60 numéros = 530 F (France)  
80,80 €

663 F (Europe)  
101,07 €

827 F (Reste du monde)  
126,08 €

Nom ou raison sociale : \_\_\_\_\_ Activité : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél : \_\_\_\_\_

Ci-joint mon règlement en Francs par chèque à l'ordre de l'INSEE : \_\_\_\_\_ F.

Date : \_\_\_\_\_ Signature

Direction Générale :

18, Bd Adolphe-Pinard  
75675 Paris cedex 14

Directeur de la publication :  
Paul Champsaur

Rédacteur en chef :

Daniel Temam

Rédacteurs : J.-W. Angel,  
R. Baktavatsalou, C. Dulon,  
A.-C. Morin, B. Ouvré

Maquette : M. Brunet

Code Sage IP00749

ISSN 0997 - 3192

© INSEE 2000



**INSEE**  
INSTITUT NATIONAL  
DE LA STATISTIQUE  
ET DES ÉTUDES  
ÉCONOMIQUES